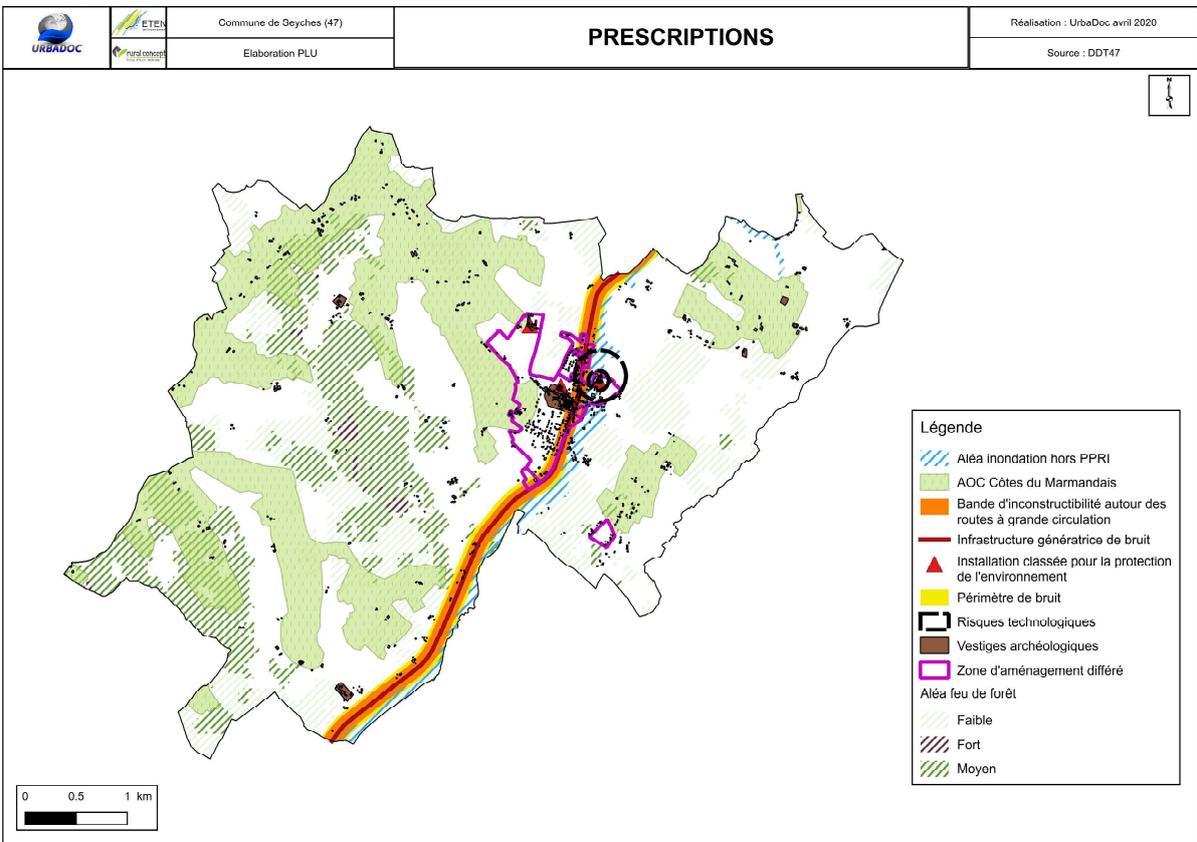
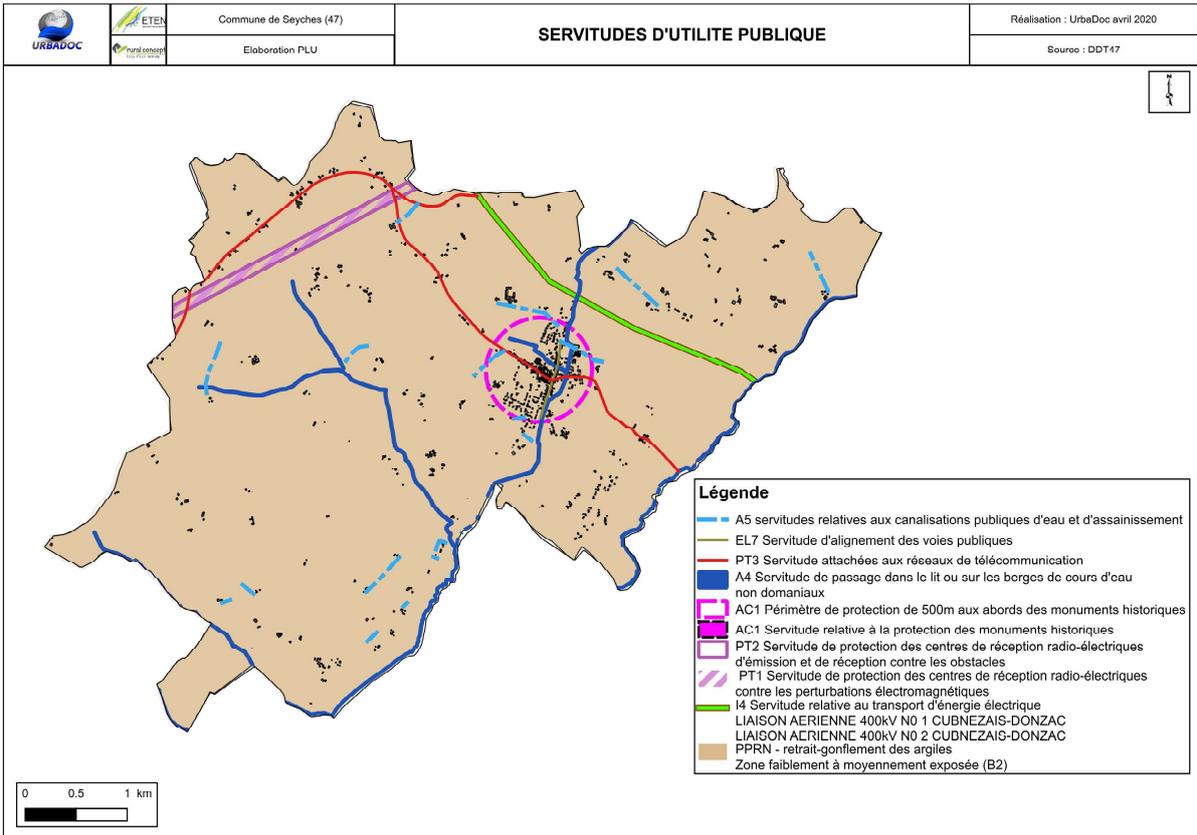
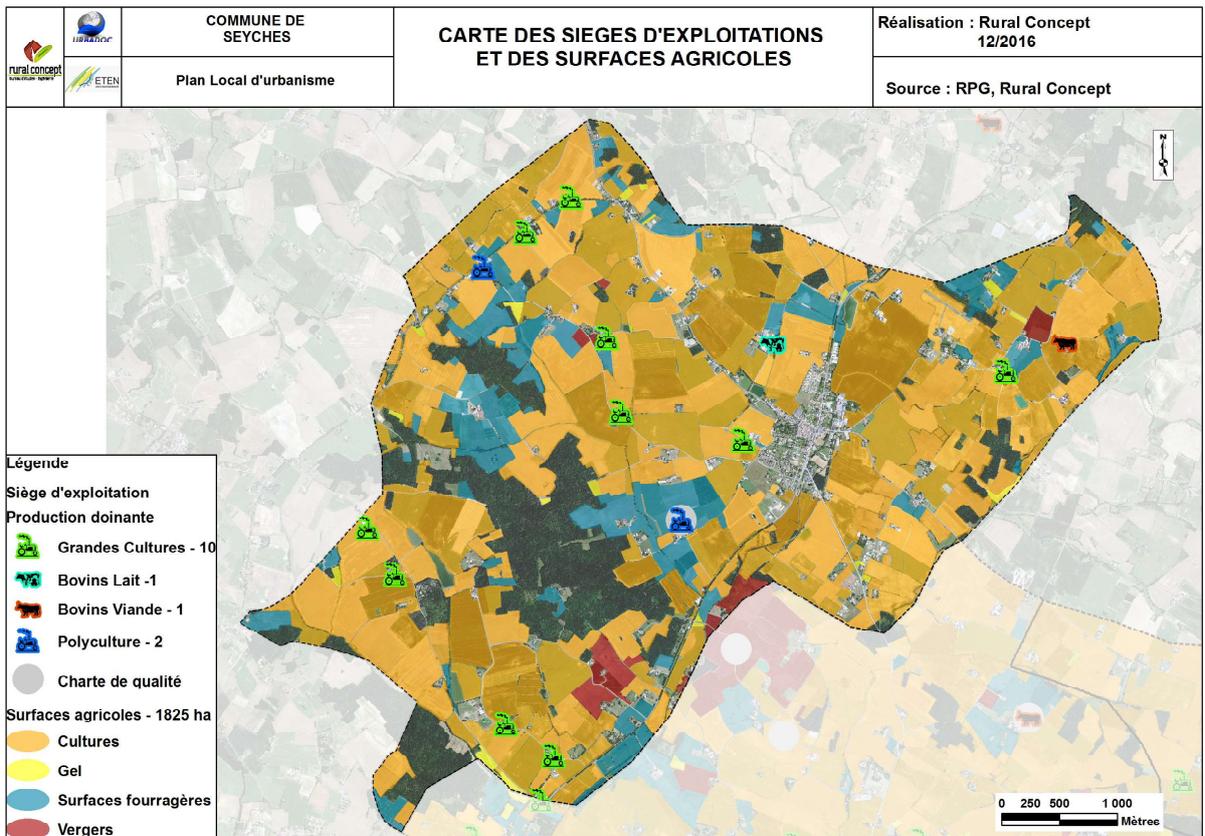
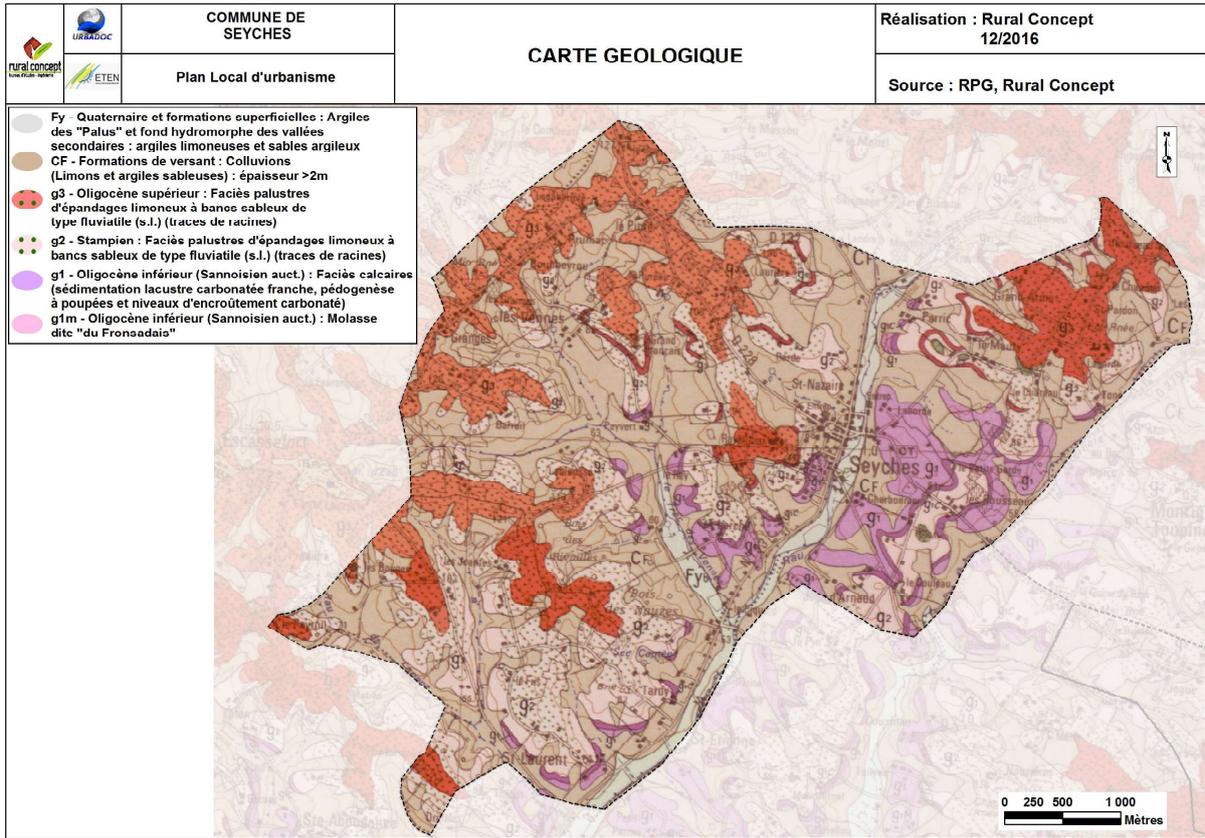
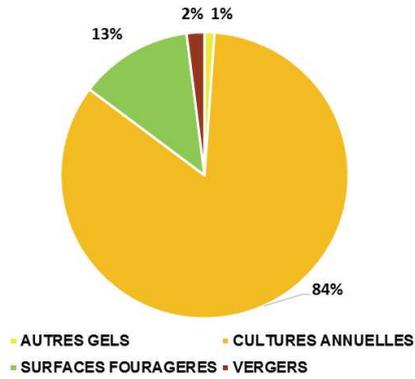

CHAPITRE VI : ANNEXES

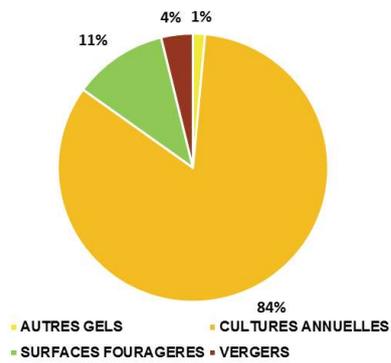




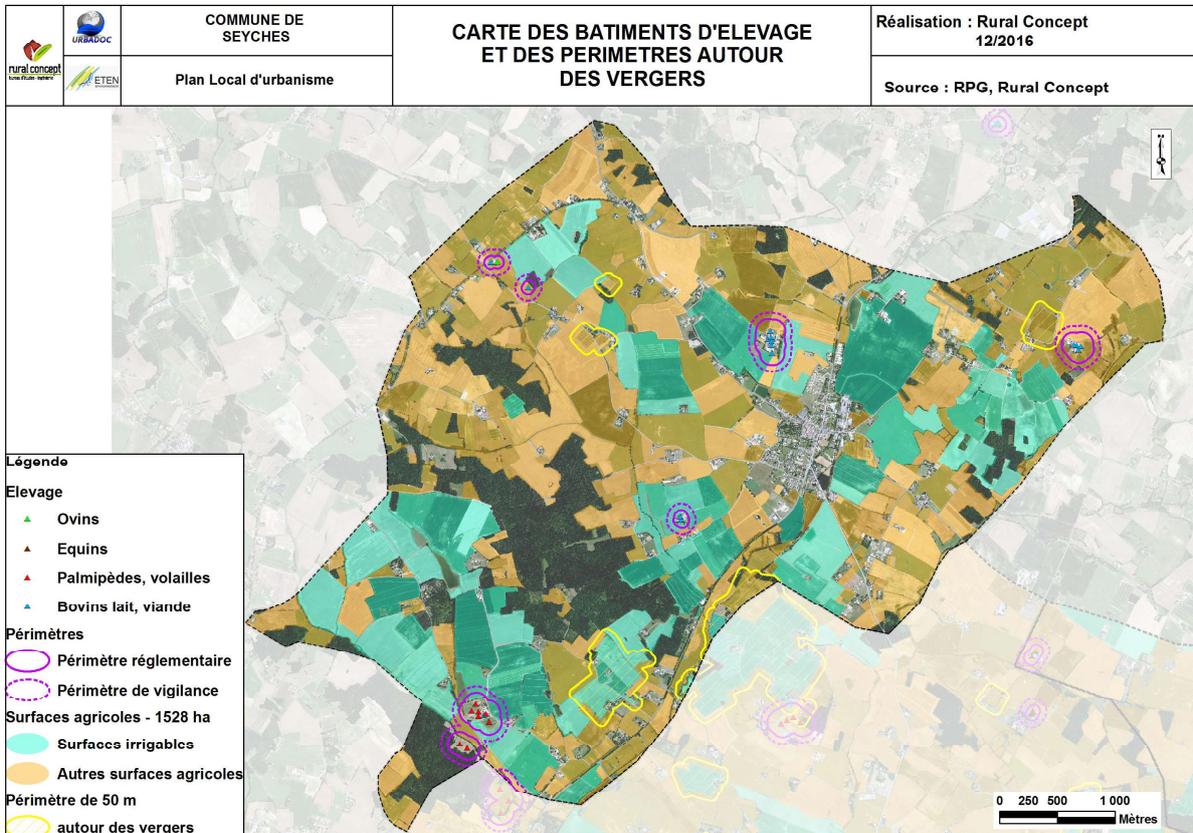
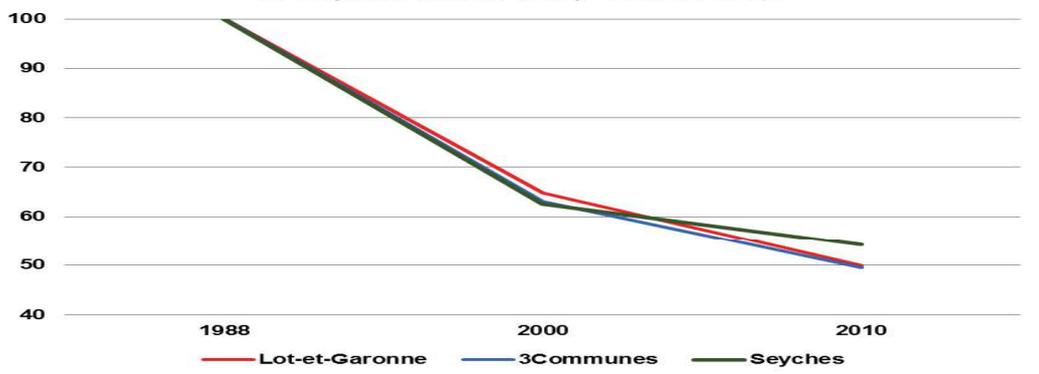
SEYCHES - Répartition des surfaces agricoles par types de cultures - 1825 ha

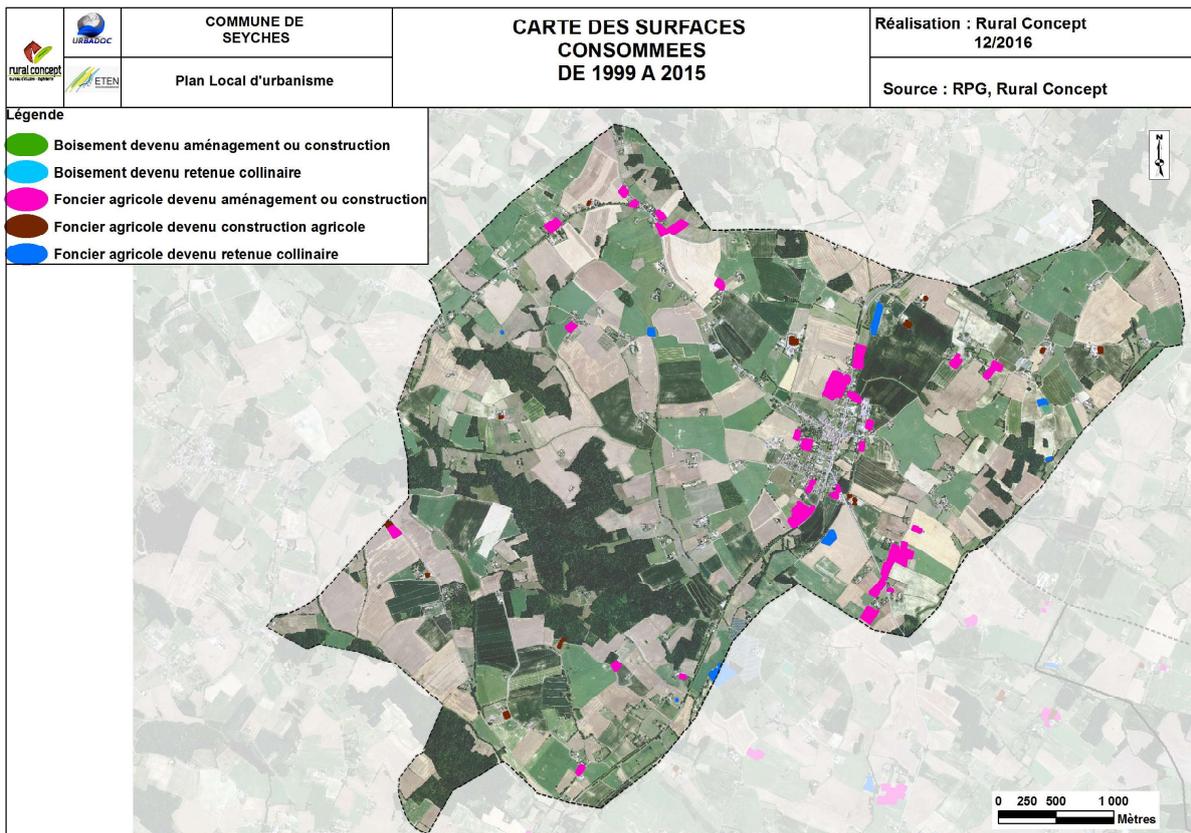
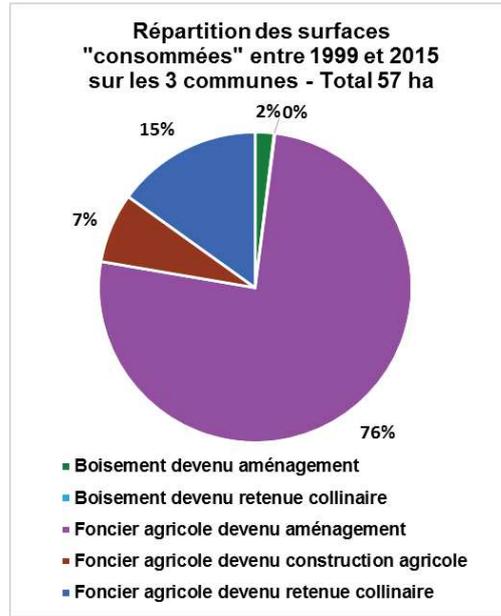
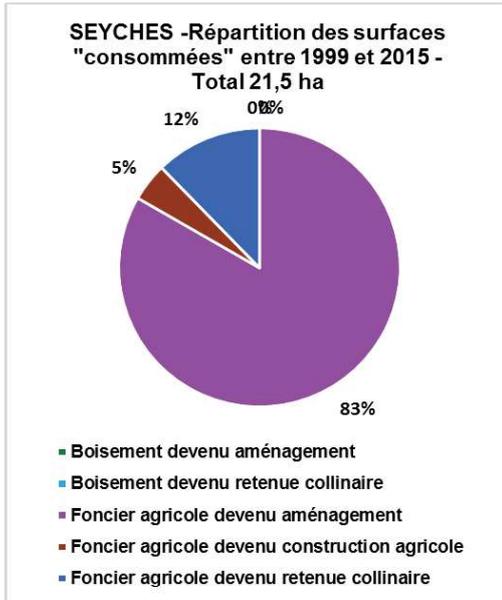


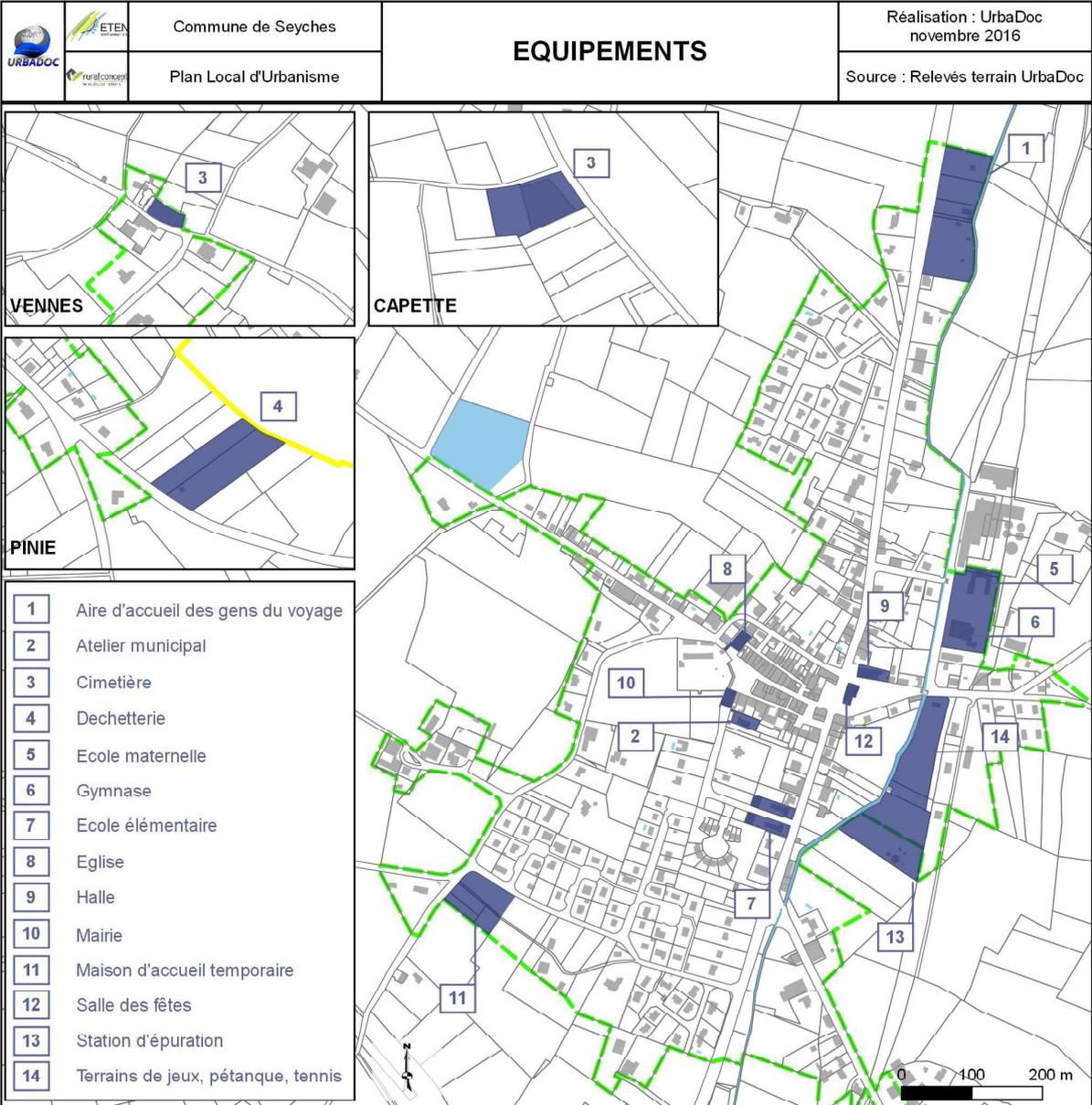
Répartition des surfaces agricoles par types de cultures sur les 3 communes - Total 5 129 ha

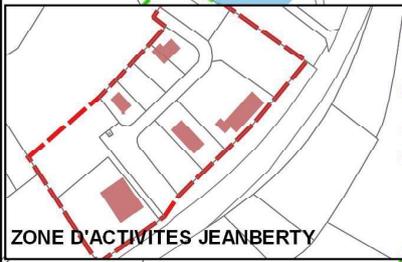
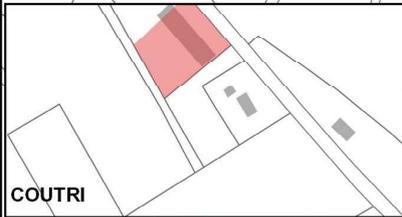


Evolution comparée du nombre d'exploitations de 1979 à 2010 (base 100 en 1979) - Source RGA

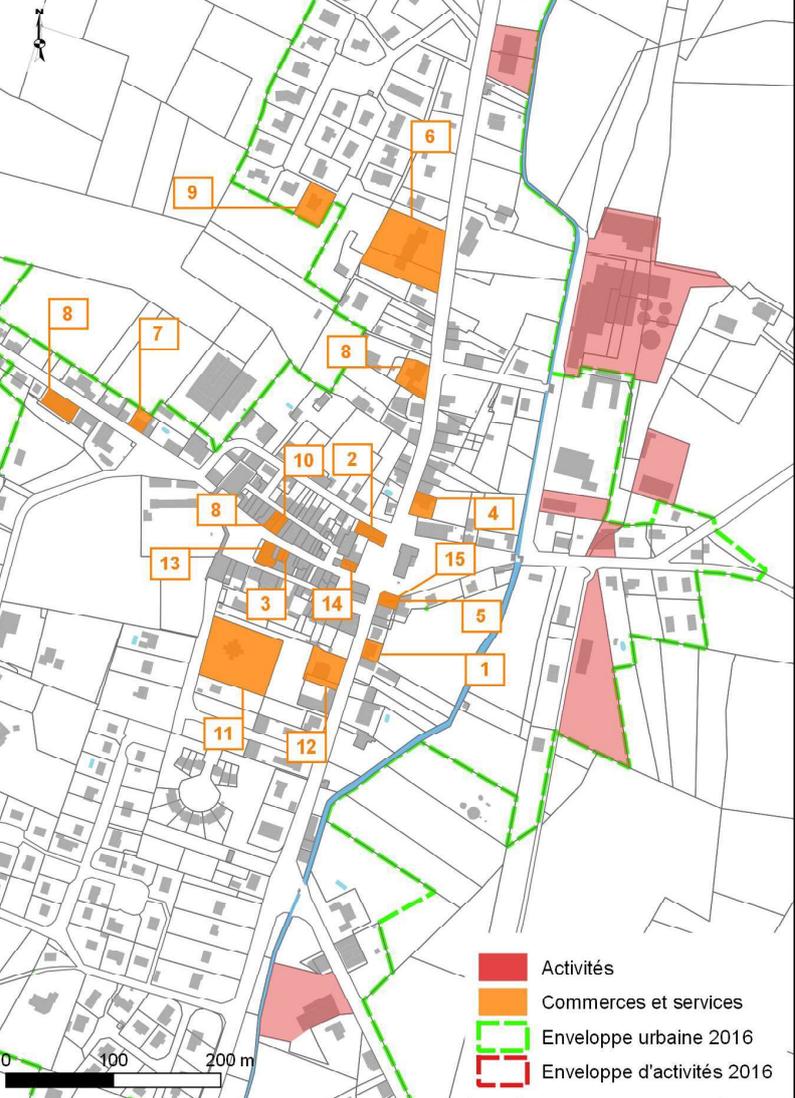


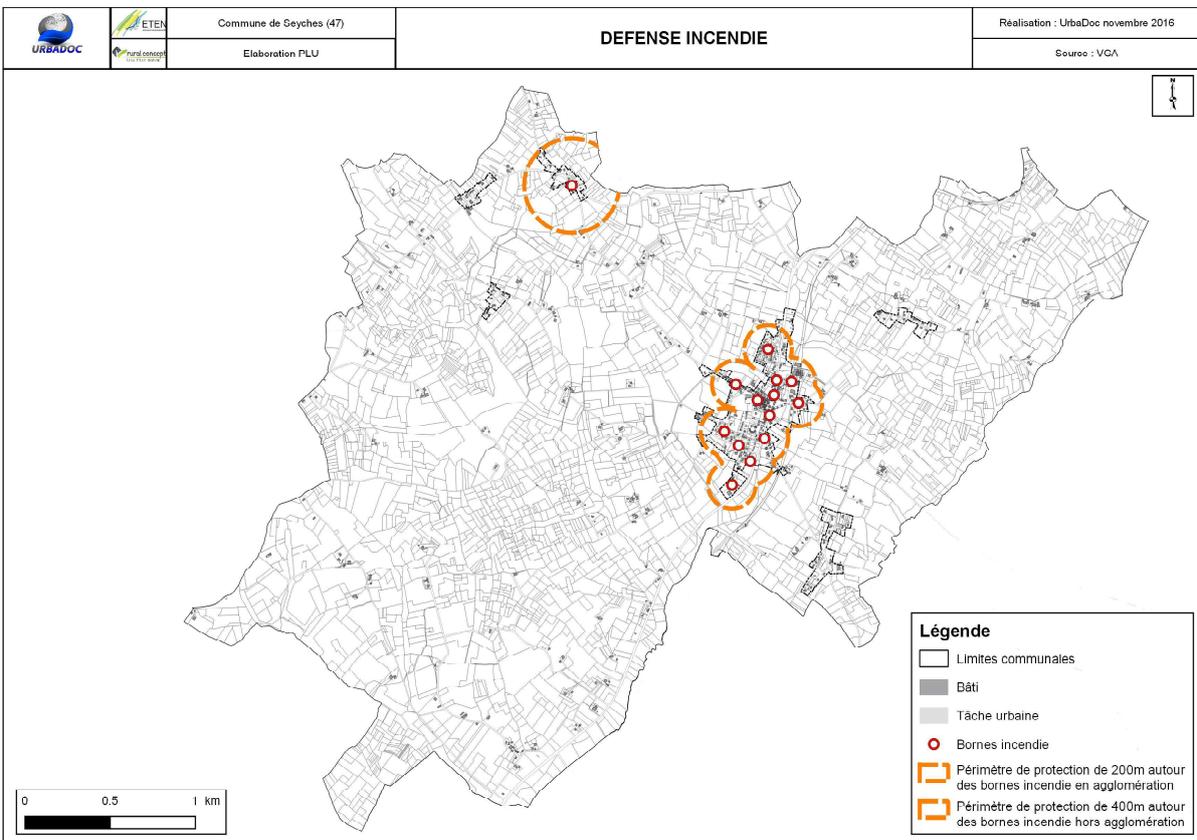
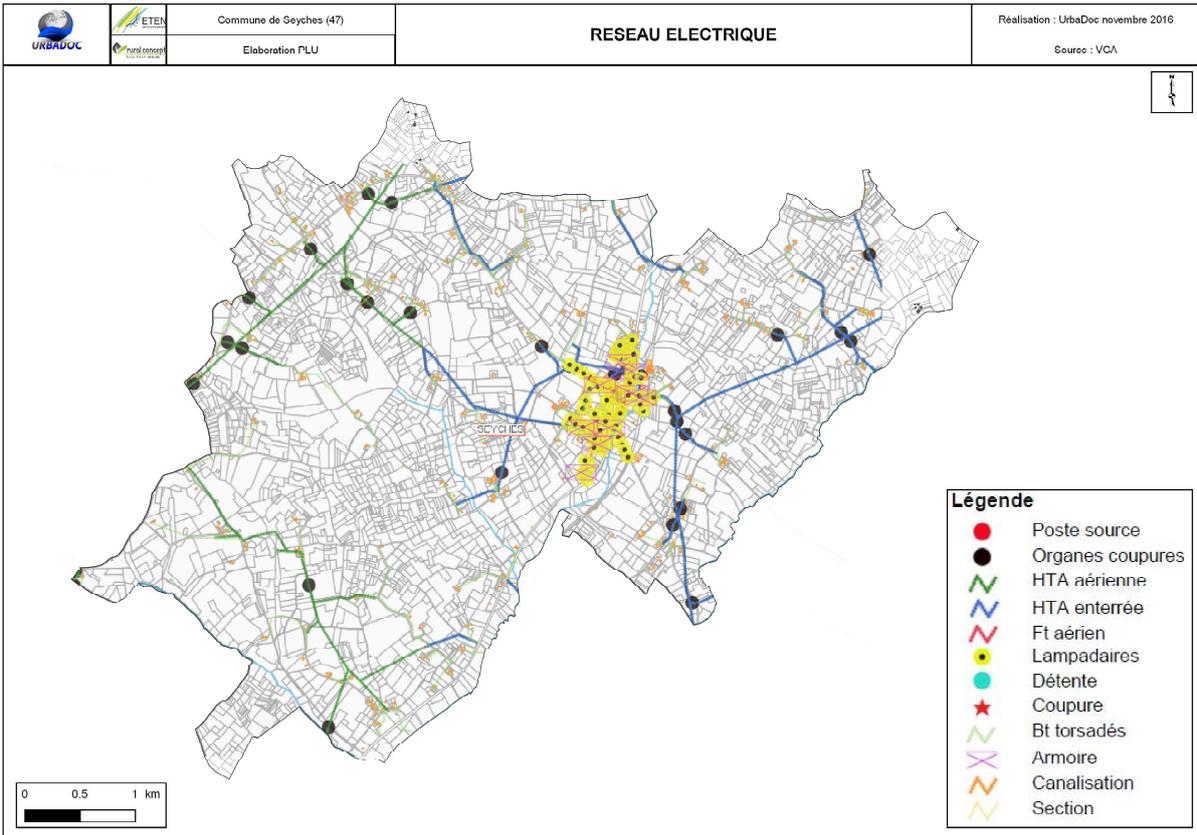


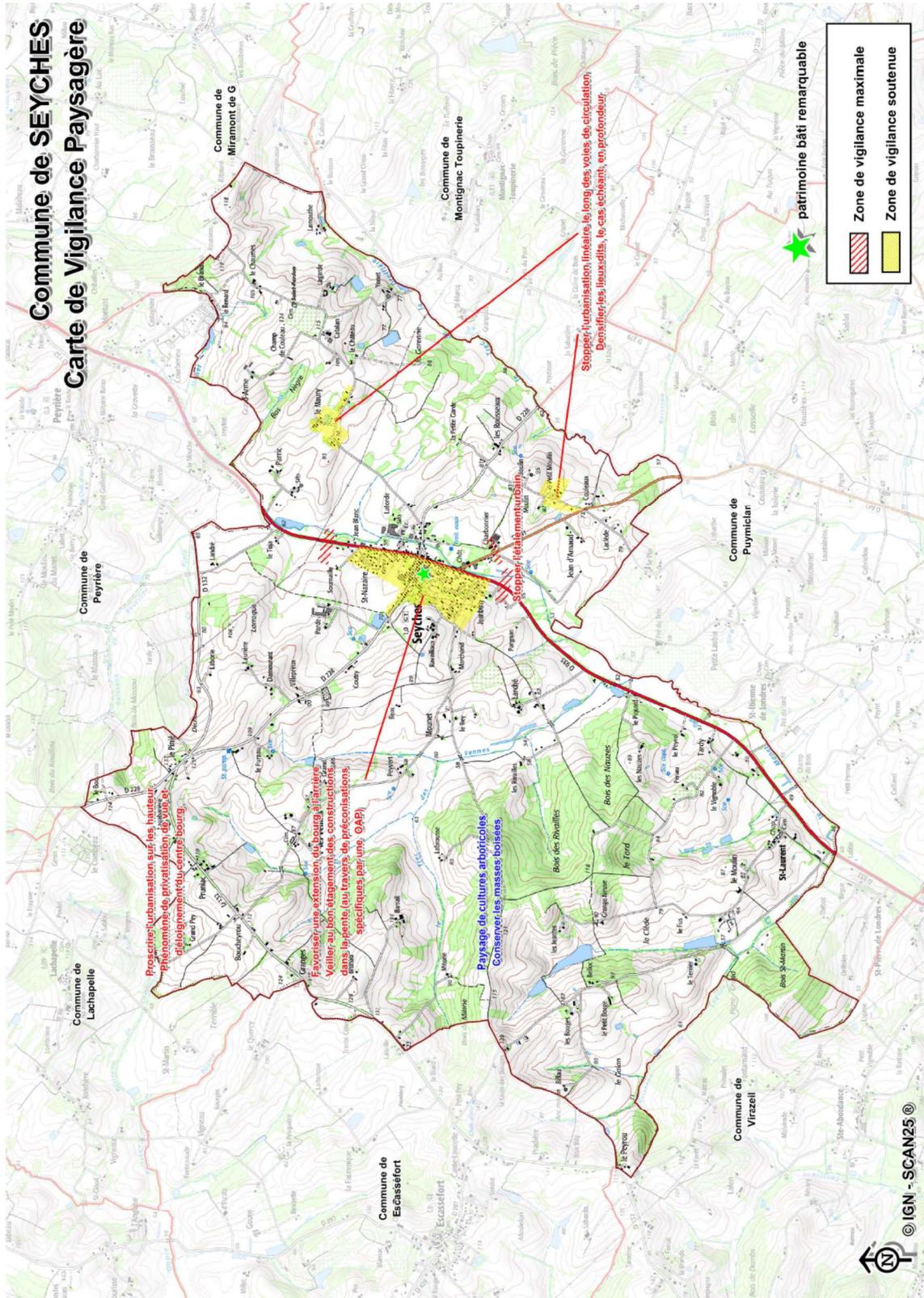


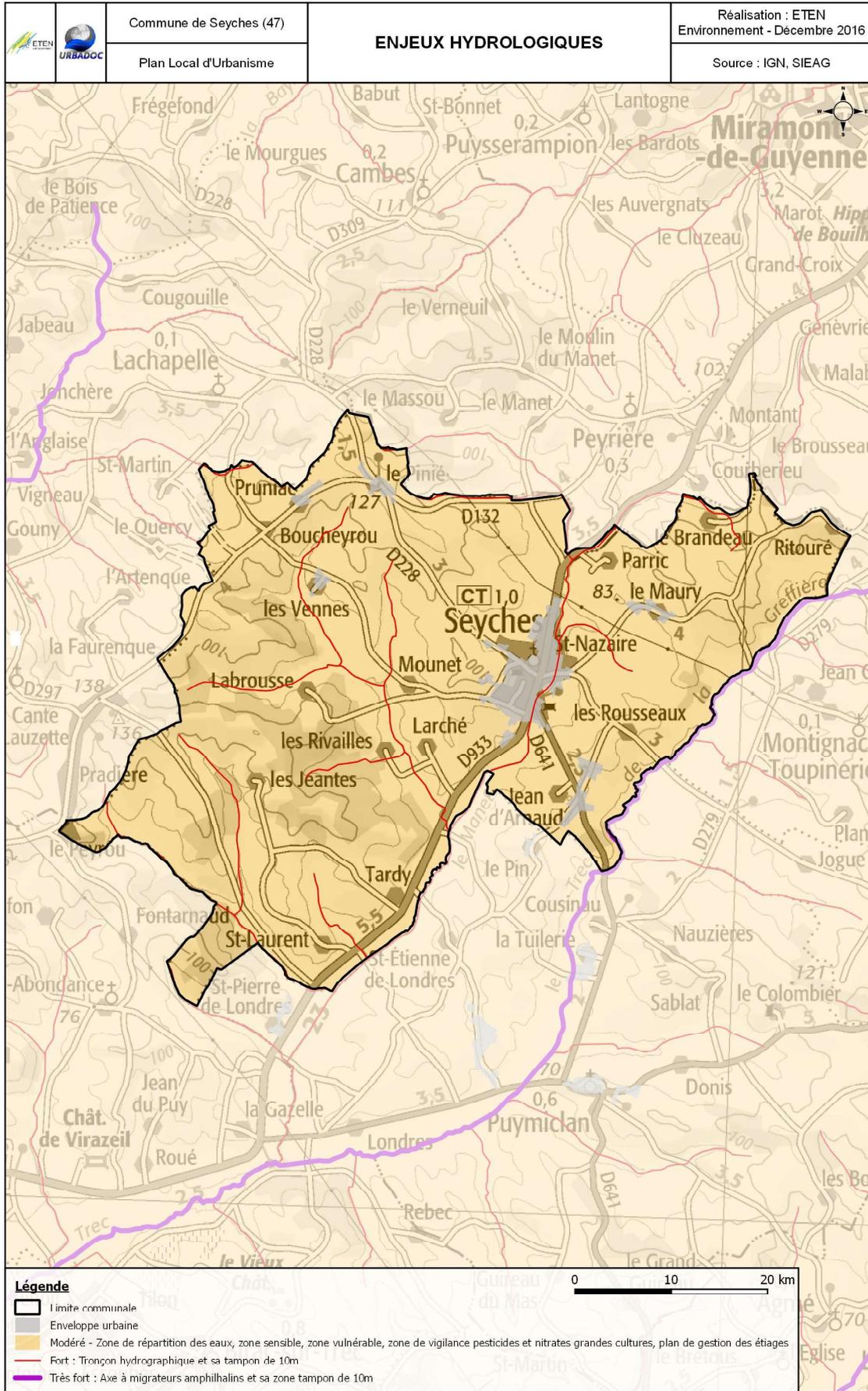


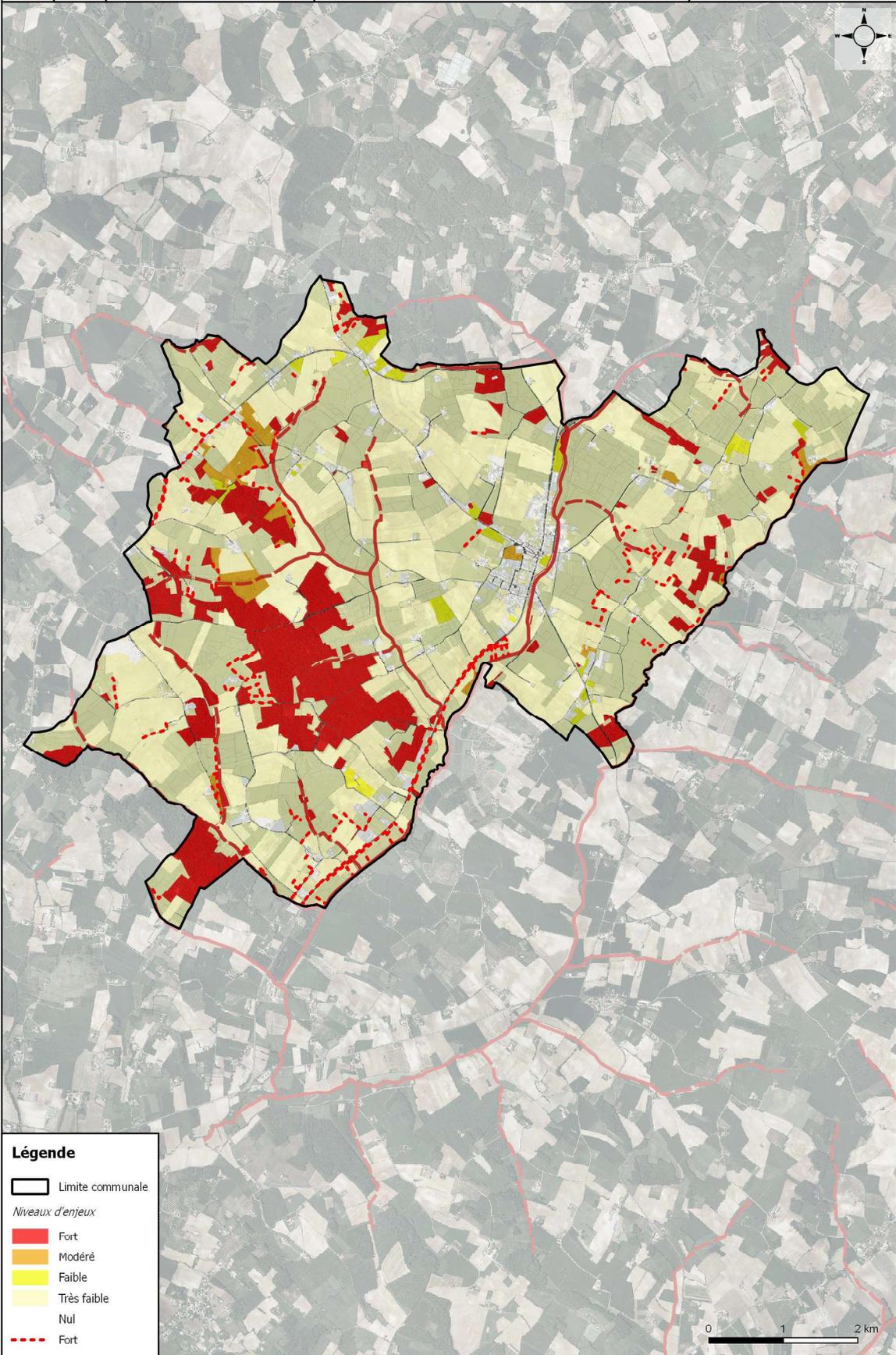
- | | |
|----|------------------------------------|
| 1 | Banque |
| 2 | Bar - Restaurant |
| 3 | Boucherie |
| 4 | Boulangerie |
| 5 | Coiffeur |
| 6 | Gendarmerie |
| 7 | Poste |
| 8 | Local vacant |
| 9 | Maison des assistantes maternelles |
| 10 | Médecin généraliste |
| 11 | Office notarial |
| 12 | Pharmacie |
| 13 | Restaurant - Hôtel |
| 14 | Tabac - Presse |
| 15 | Superette |







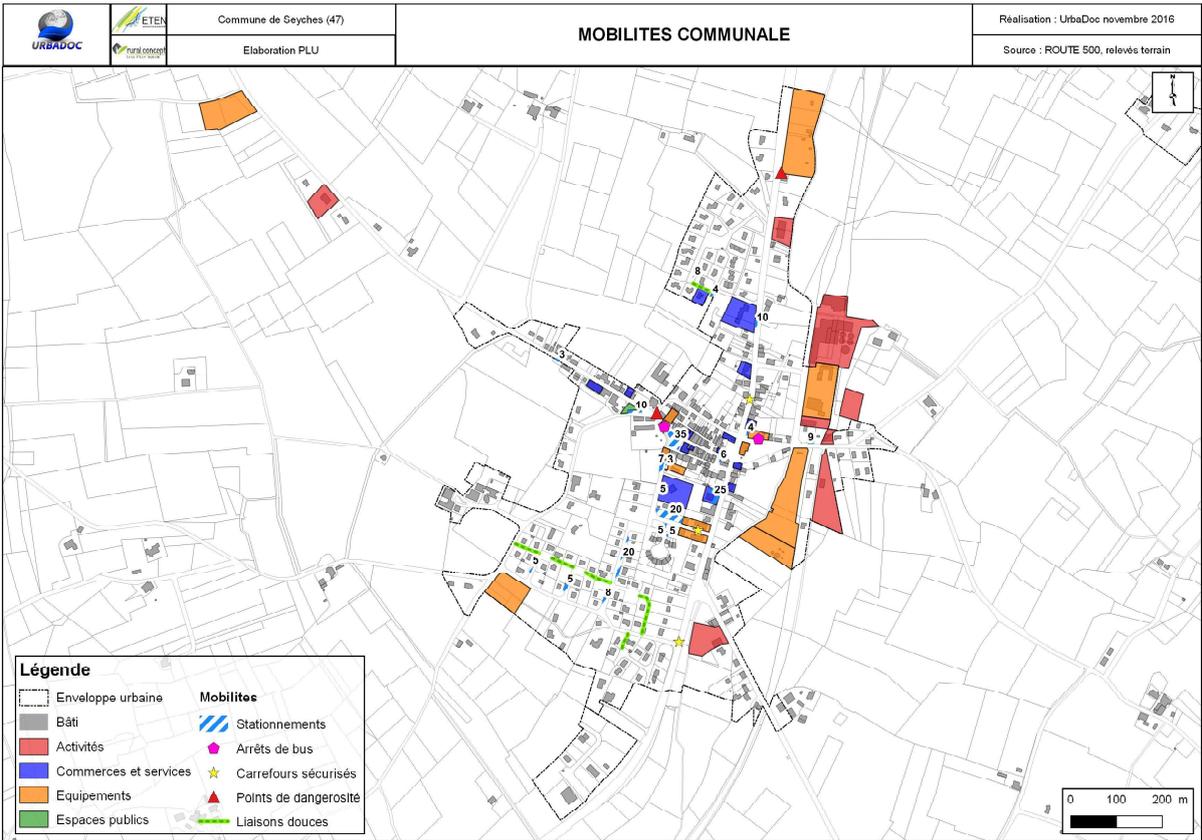




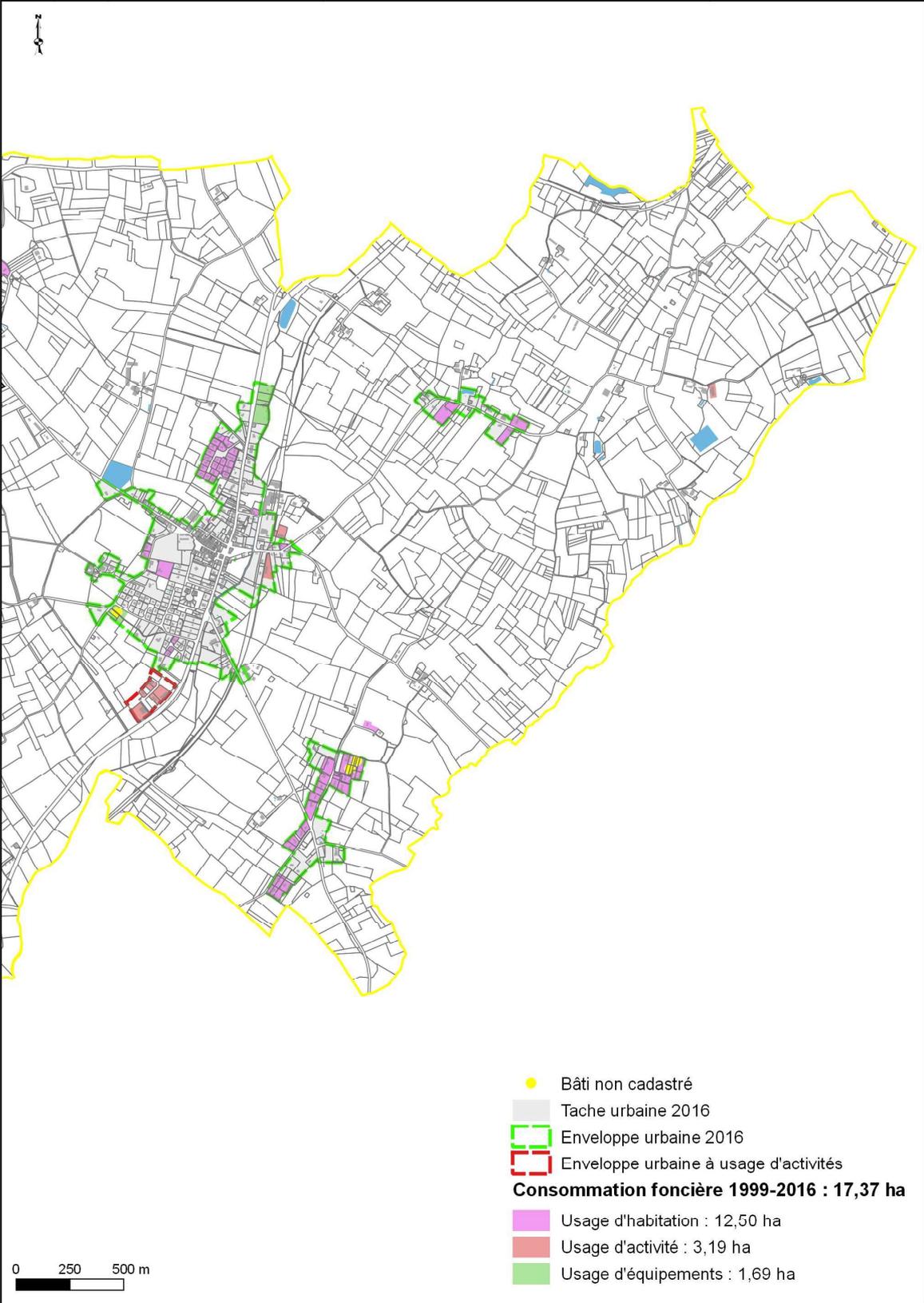
Légende

-  Limite communale
- Niveaux d'enjeux*
-  Fort
-  Modéré
-  Faible
-  Très faible
-  Nul
-  Fort

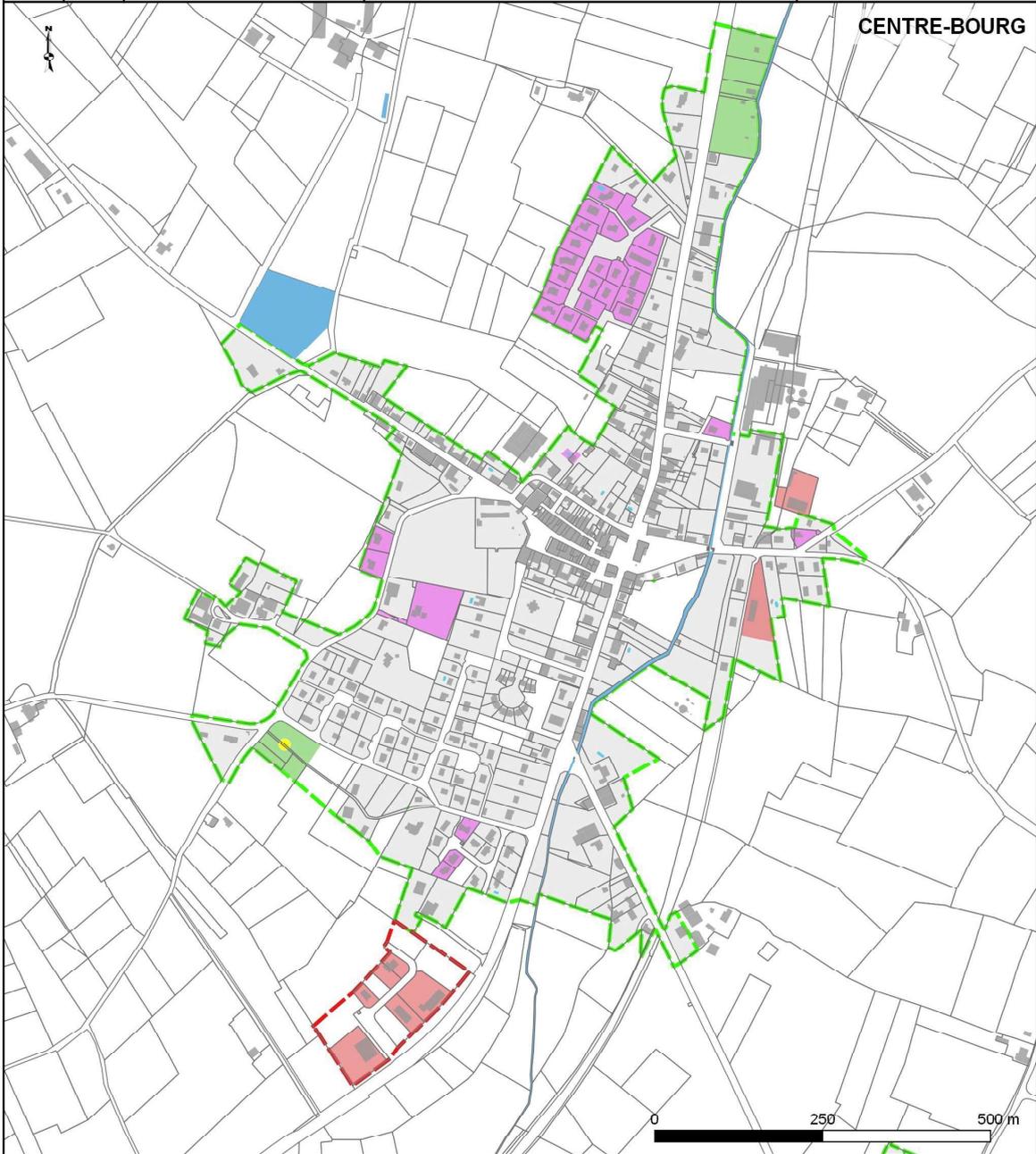




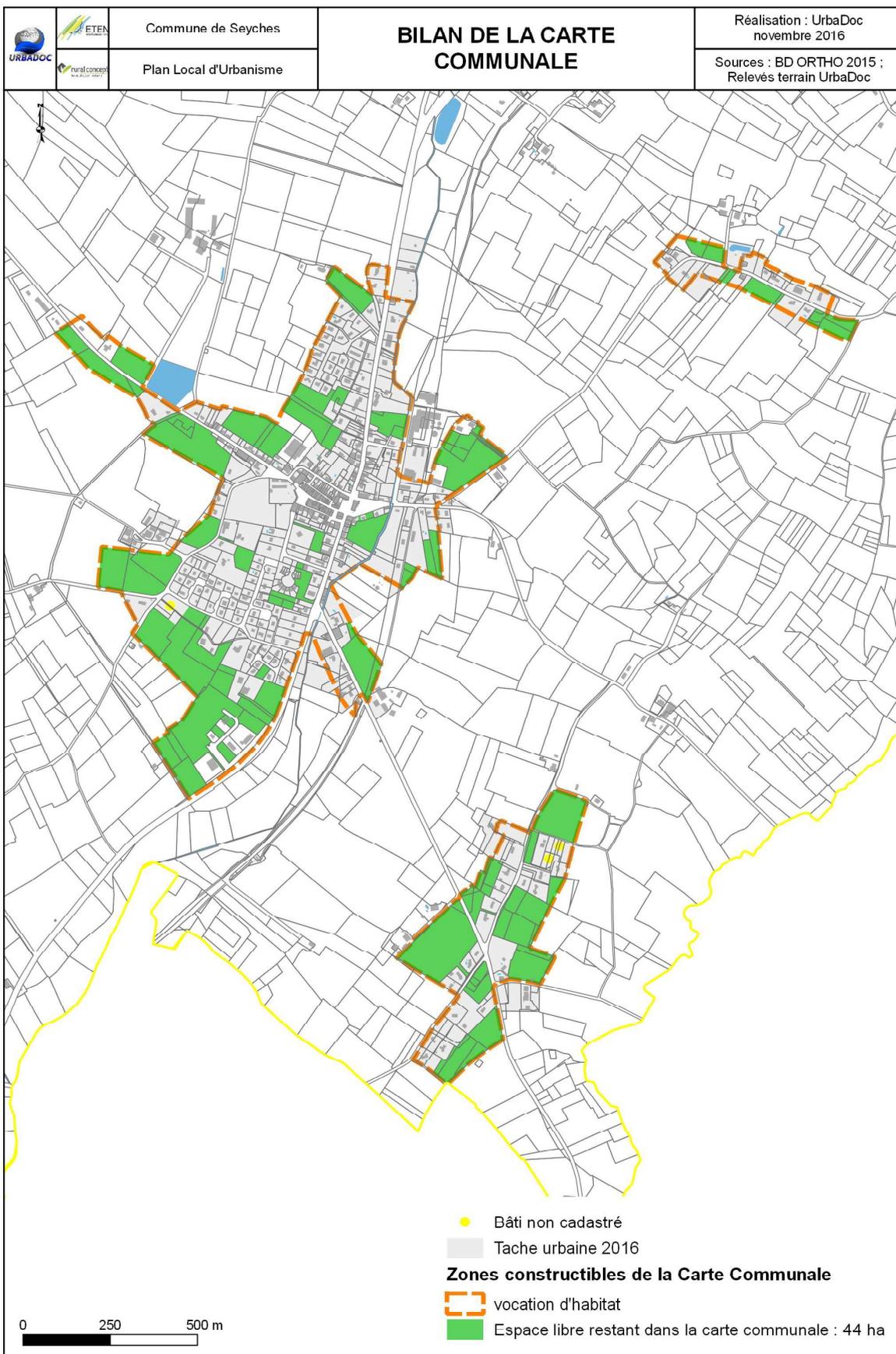


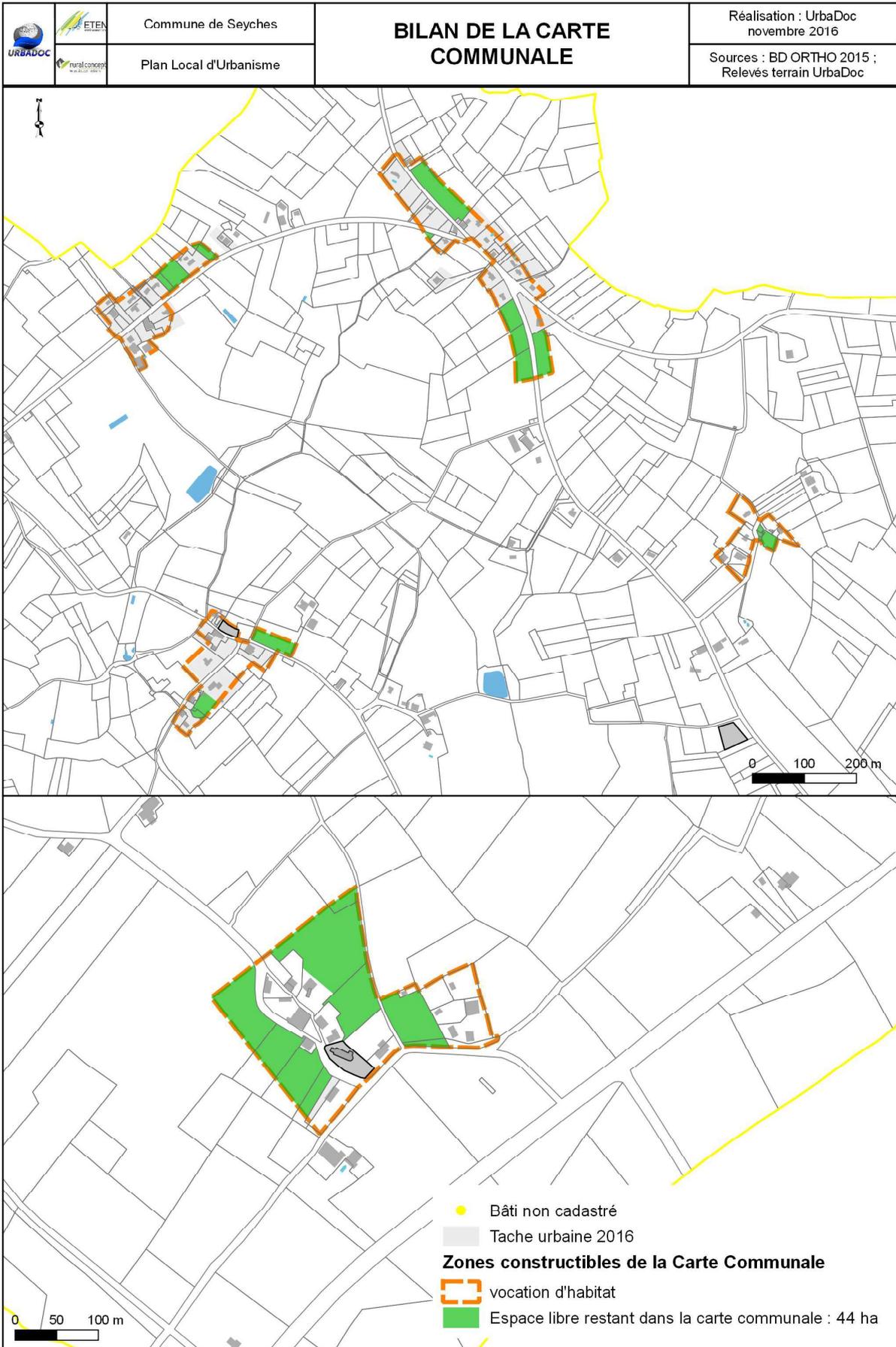


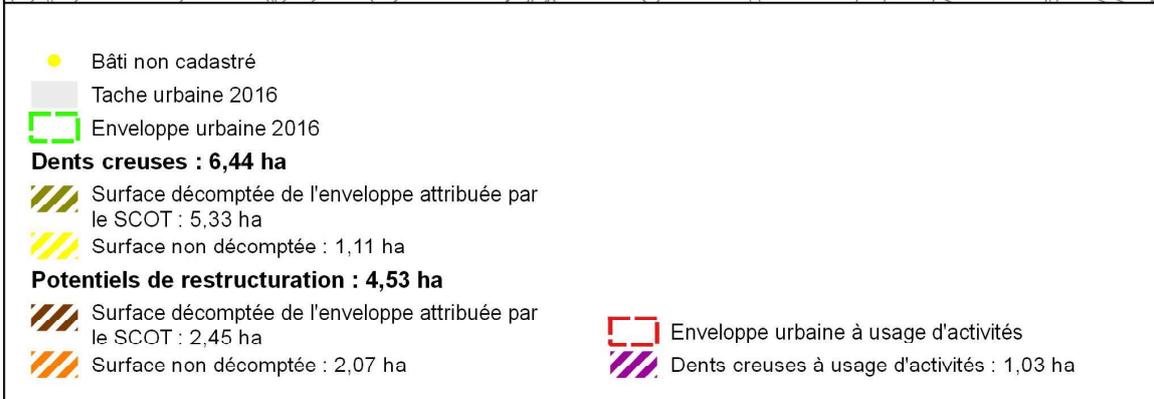


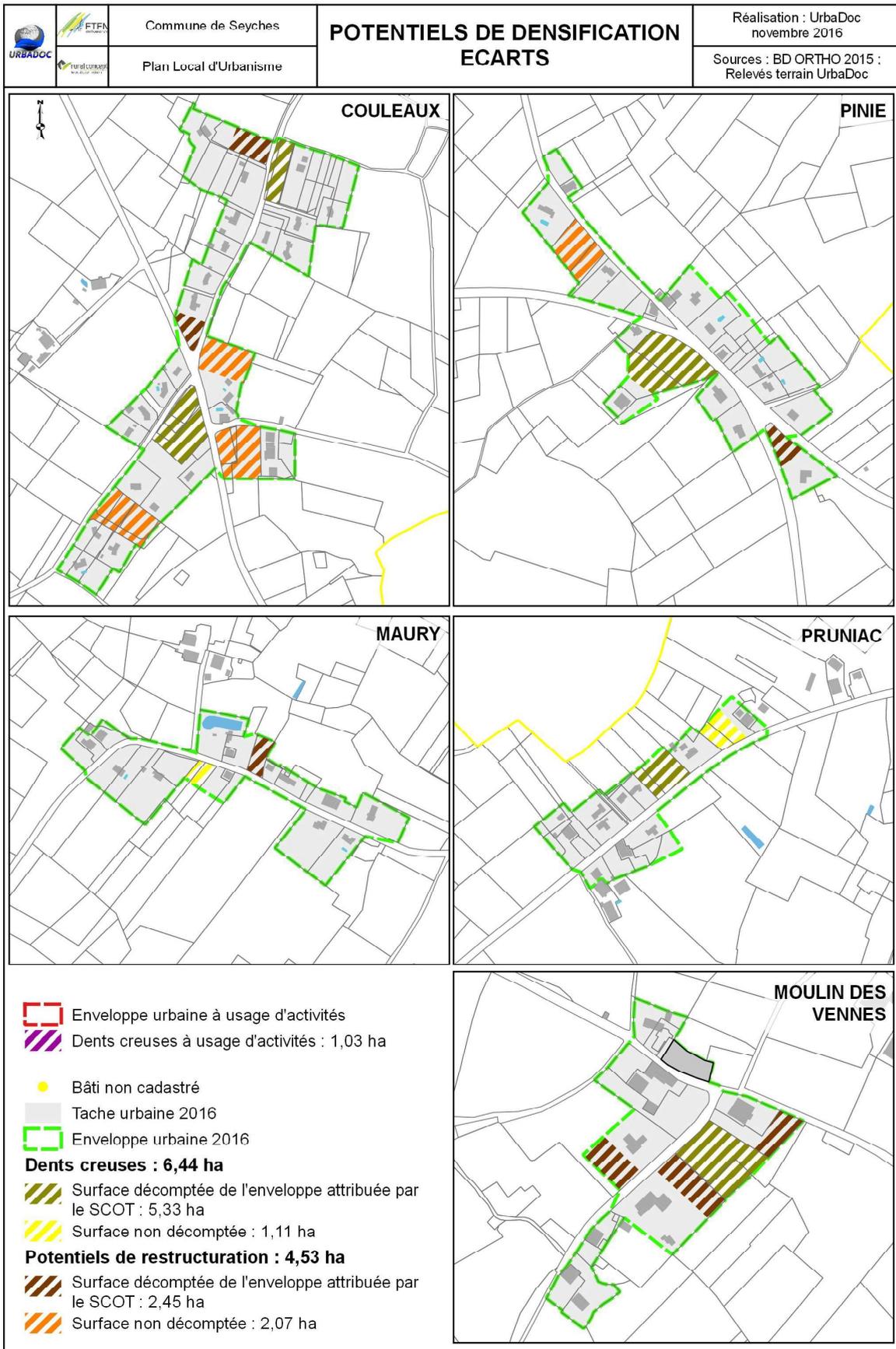


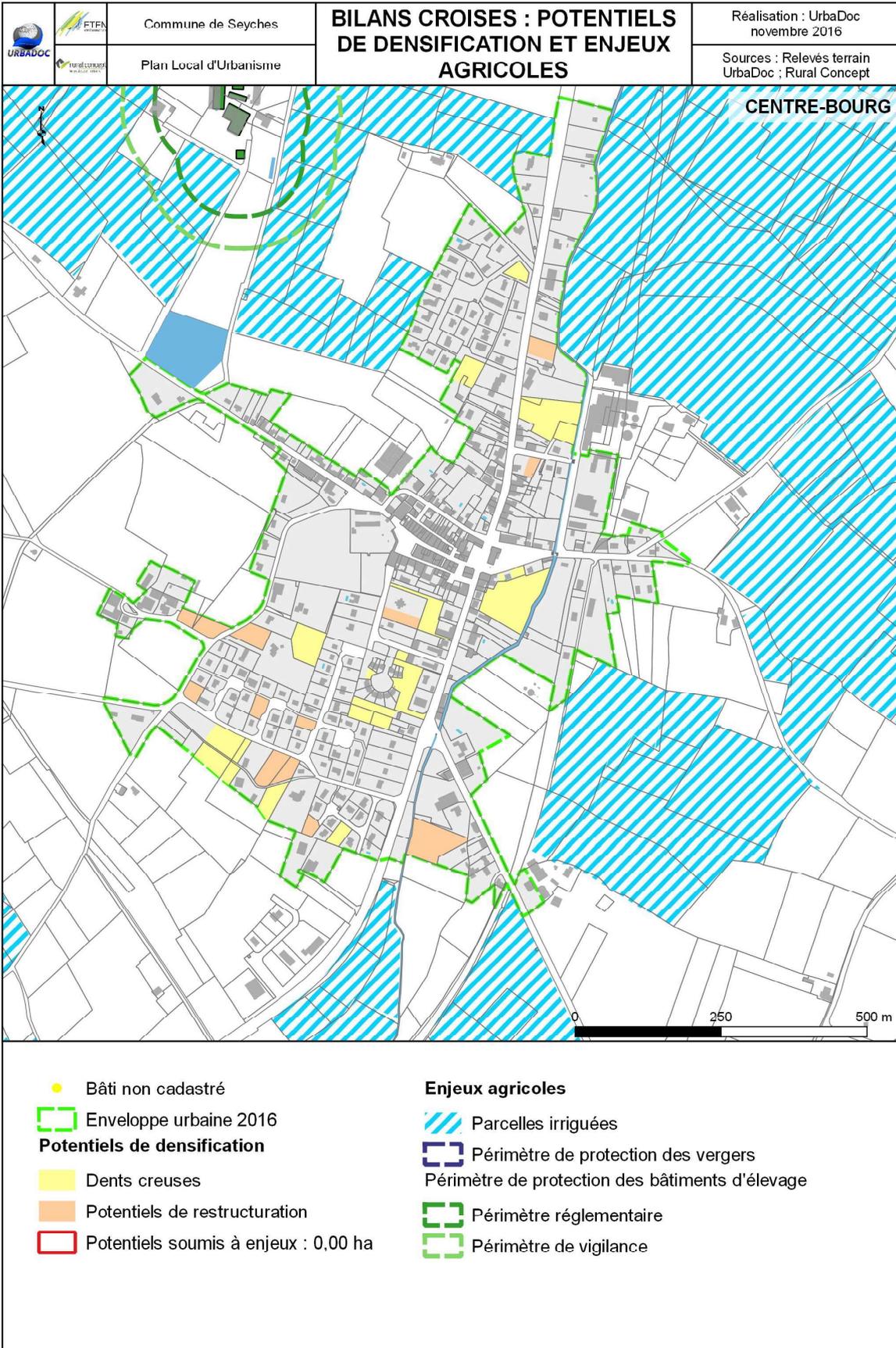
- Bâti non cadastré
 - Tache urbaine 2016
 - Enveloppe urbaine 2016
 - Enveloppe urbaine à usage d'activités
- Consommation foncière 1999-2016 : 17,37 ha**
- Usage d'habitation : 12,50 ha
 - Usage d'activité : 3,19 ha
 - Usage d'équipements : 1,69 ha













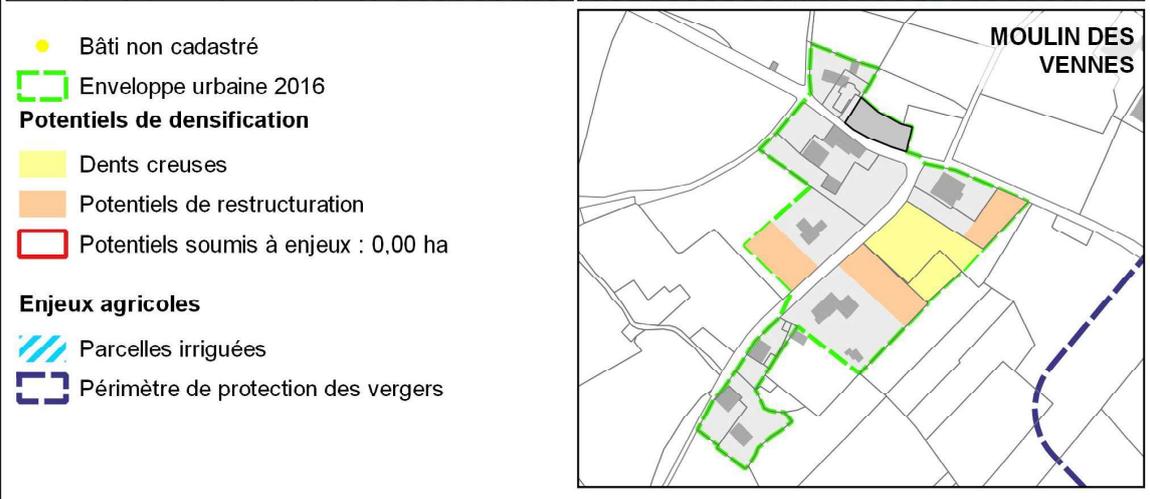
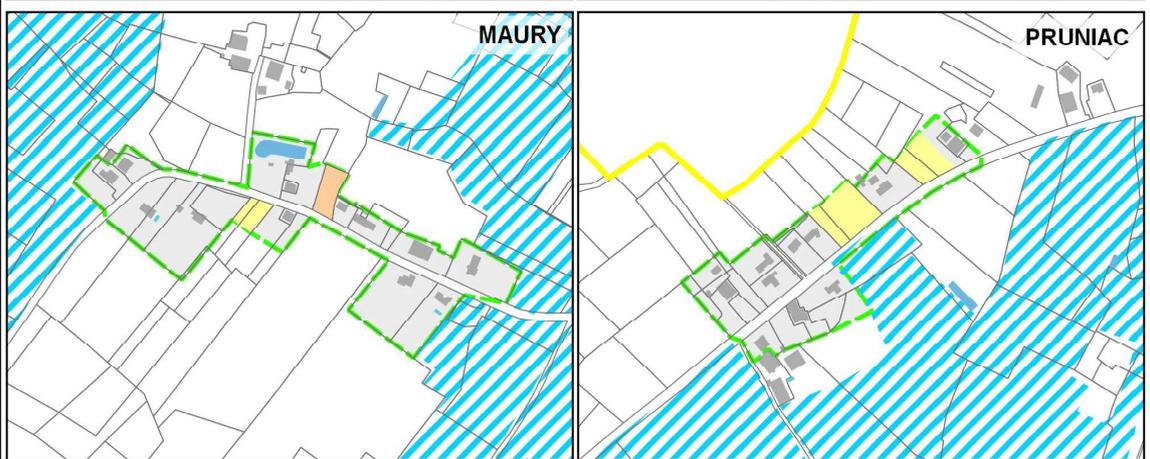
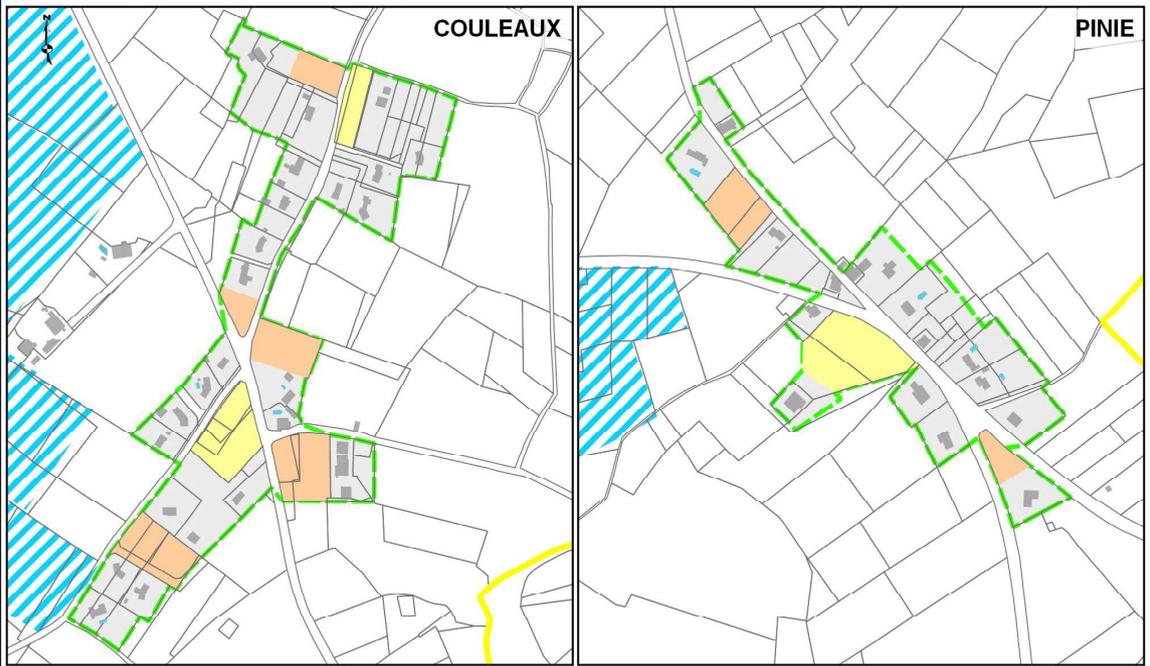
Commune de Seyches

Plan Local d'Urbanisme

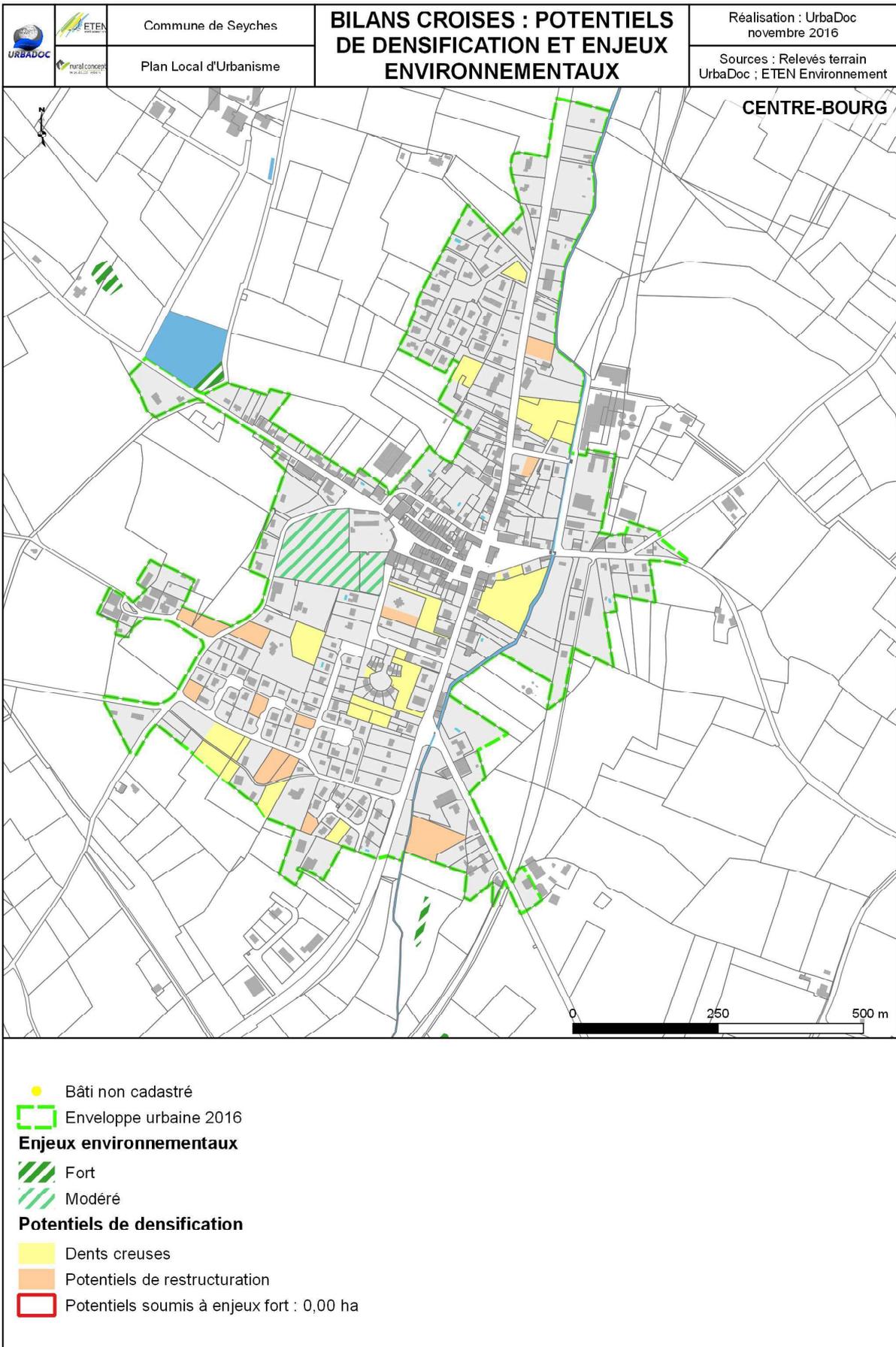
BILANS CROISES : POTENTIELS DE DENSIFICATION ET ENJEUX AGRICOLES

Réalisation : UrbaDoc
novembre 2016

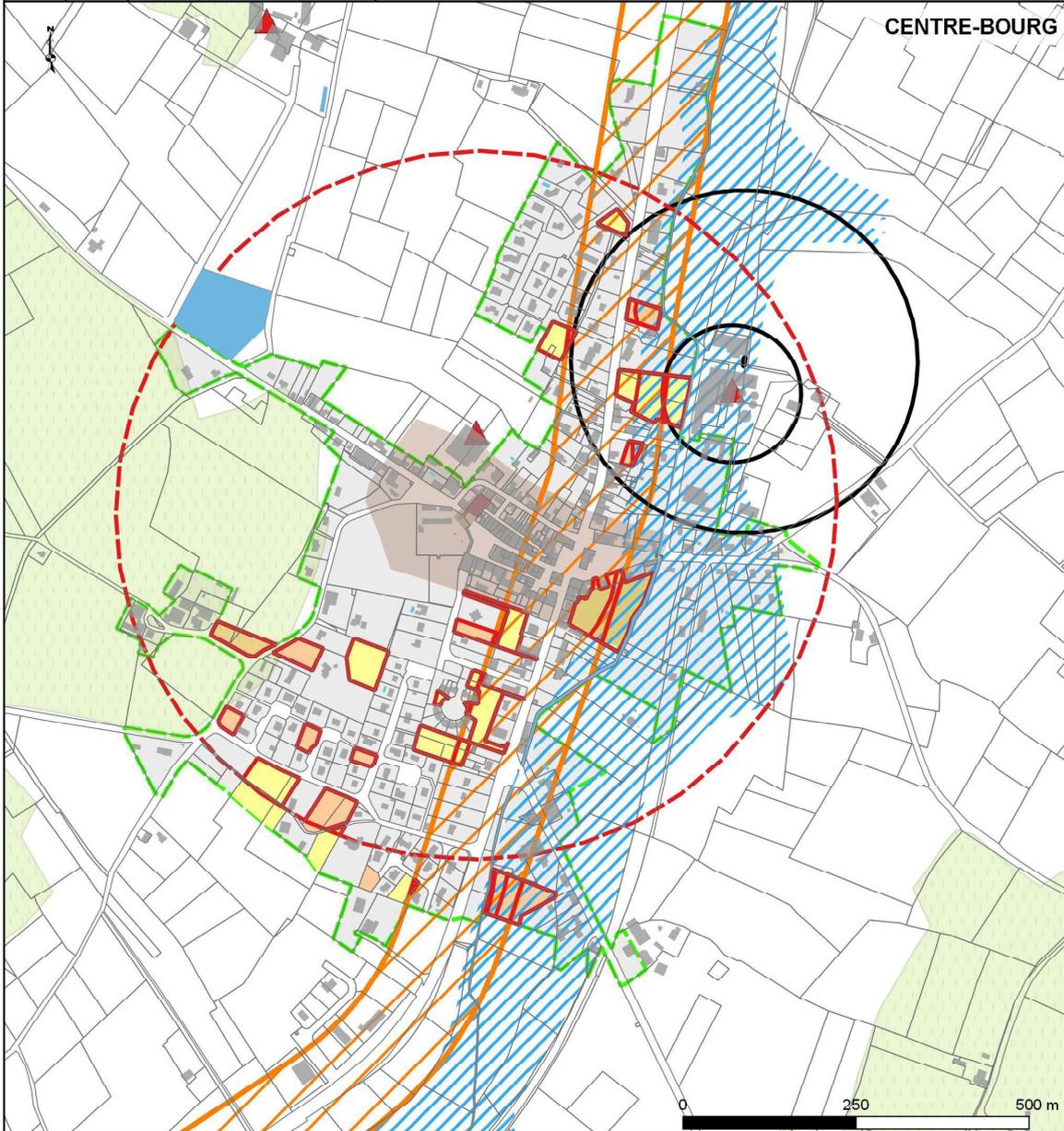
Sources : Relevés terrain
UrbaDoc ; Rural Concept



- Bâti non cadastré
- Enveloppe urbaine 2016
- Potentiers de densification**
- Dents creuses
- Potentiels de restructuration
- Potentiels soumis à enjeux : 0,00 ha
- Enjeux agricoles**
- ▨ Parcelles irriguées
- ▭ Périimètre de protection des vergers







- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">  Bâti non cadastré  Enveloppe urbaine 2016 | <p>Potentils de densification</p> <ul style="list-style-type: none">  Dents creuses  Potentils de restructuration  Potentils soumis à enjeux : 11,62 ha (avec doublons) |
| <p>Servitudes et prescriptions</p> <ul style="list-style-type: none">  Installation Classée pour la Protection de l'Environnement  Périmètre de 500 m autour des Monuments Historiques  Risque technologique  AOC Côtes du Marmandais  Vestiges archéologiques  Bande d'inconstructibilité de part et d'autre des voies à grande circulation  Zone inondable hors PPRI | |

LEXIQUE

¹ **Loi Solidarité et Renouvellement Urbain** : La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, couramment appelée loi S.R.U est un texte qui a modifié en profondeur le droit de l'urbanisme et du logement en France. La loi a été élaborée autour de trois exigences : exigence de solidarité ; développement durable et renforcement de la démocratie et de la décentralisation. L'impact sur le droit de l'urbanisme a entraîné le remplacement des schémas directeurs (SD) par les schémas de cohérence territoriale (SCOT) , le remplacement des plans d'occupation des sols (POS) par les plans locaux d'urbanisme (PLU) et la suppression des plans d'aménagement de zone (PAZ) de manière à supprimer définitivement l'idée que les ZAC pourraient s'urbaniser de manière dérogatoire aux documents d'urbanisme locaux. Dans le cadre d'une démarche de développement durable, l'incitation à réduire la consommation des espaces non urbanisés et la périurbanisation, en favorisant la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés a été initié de même que la baisse des besoins en déplacements motorisés. Enfin, l'article 55 de cette loi a créé l'obligation d'un pourcentage de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Cette dernière mesure, si elle demeure dans son fondement, a depuis connu des changements ou ajustements.

² **Développement durable** : Le développement durable (anglais : sustainable development qui peut aussi être traduit en français par développement soutenable) est une conception du bien commun développée depuis la fin du XXe siècle. Considérée à l'échelle de la planète, cette notion vise à prendre en compte, outre l'économie, les aspects environnementaux et sociaux qui sont liés à des enjeux de long terme. Selon la définition donnée dans le rapport Brundtland en 1987, le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

³ **Loi portant Engagement National pour l'Environnement** : La loi « Grenelle II », ou loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement¹ est la loi française qui complète, applique et territorialise une loi votée l'année précédente, dite « Loi Grenelle I » (précédemment adoptée en octobre 2008 et validée le 11 février 2009). Cette précédente loi Grenelle I déclinait en programme les engagements du « Grenelle de l'Environnement ». Elle est une loi programmatique ; « de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle des 268 engagements de l'État et de la nation (Trame Verte et Bleue, l'agriculture à Haute Valeur Environnementale, primauté du principe de prévention des déchets...) retenus parmi les propositions plus nombreuses encore faites en 2007 par les ateliers du Grenelle. Elle les a organisés et reformulés juridiquement.

La loi fixe des objectifs environnementaux à introduire dans les SCOT, PLU et cartes communales, qui doivent intégrer les enjeux d'effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de production énergétique propre et sûre à partir de sources renouvelables, de qualité de l'air, de l'eau et des sols, de restauration et protection de la biodiversité via notamment la restauration d'espaces naturels, forestiers et des continuités écologiques.

⁴ **Loi ALUR** : La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR ou loi Duflot II, est une loi française relative au logement. Elle vise notamment à instaurer un encadrement des loyers et une « garantie universelle des loyers », elle modifie de nombreuses dispositions législatives sur la vente et la location de logements, l'attribution des logements sociaux, les normes de construction, change des principes importants en urbanisme, en particulier la suppression des coefficients limitant la densité des constructions (COS), le dessaisissement des communes au profit